



CENTRE HOSPITALIER  
SAINT - JACQUES  
LES ANDELYS

## REPONSES DU CENTRE HOSPITALIER SAINT-JACQUES

### AUX OBSERVATIONS

Enquête LEMA - Mars 2020

#### 1°) Observations de Mme Malterre Hélène (samedi 8 février 2020) :

Les cheminements et aménagements prévus au projet permettront aux patients, résidents et à leurs proches de se promener dans les jardins au nord-ouest du bâtiment. Un accès direct est prévu par la terrasse de la « place du Village », au rez de chaussée, et des bancs seront disposés le long du chemin. Un parcours de rééducation à la marche est également prévu au nord-est, en communication directe avec la salle de kinésithérapie. Il permettra ainsi, aux beaux jours, aux kinésithérapeutes et aide-kinésithérapeute, d'accompagner les patients et résidents à l'extérieur pour leurs exercices (ce qui n'est pas possible actuellement, la salle de kinésithérapie ne pouvant pas s'ouvrir sur l'extérieur).

Les résidents ayant des troubles cognitifs, de type Alzheimer ou maladie apparentée, seront hébergés dans les deux Unités de vie protégée, et les résidents ayant des troubles plus légers, seront accueillis à la journée au PASA (Pôle d'activités et de soins adaptés). Ces deux services sont en rez de chaussée et bénéficient de jardins sécurisés, permettant une libre déambulation, indispensable dans ce type de pathologie.

Des équipements pour les jeunes enfants pourront être envisagés ultérieurement.

Une attention particulière sera apportée sur la qualité des végétaux et sur l'esthétique du jardin. Des arbustes parfumés seront sélectionnés.

#### 2°) Courrier de M. Huvé, Président de l'Association de Défense de la Vallée du Gambon (mardi 18 février 2020) :

Concernant l'évaluation environnementale : Des études ont été menées, et ont conduit à la prise en compte des contraintes relevées.

La construction envisagée et son cadre d'espaces verts représentent une avancée certaine pour cette friche industrielle, au regard du passé industriel et commercial plus ancien (atelier de préfabrication et de béton prêt à l'emploi, puis magasin de bricolage), récent (dépôt de cars scolaires et garage de camions-bennes à déchets ménagers) et même de l'état dans lequel les terrains ont été achetés (dalle de béton d'une superficie de 20 000 m<sup>2</sup> et bâtiments industriels désaffectés).

Concernant la procédure d'utilité publique : Les terrains achetés appartenaient, pour les parcelles ZD 151, ZD 152, ZD 162 et AN 209, aux consorts Lunel, et étaient inoccupés et en vente depuis au moins deux ans. La deuxième partie du terrain correspondant aux parcelles AN 205, AN 208, AN 218 et AN 219, était la propriété de la société Dedienne, qui a déménagé à Gaillon, laissant ses locaux inoccupés depuis plusieurs années, sans projet de reconversion. Aucun de ces terrains ne sont donc concernés par une procédure d'expropriation.

Concernant la consultation des personnes directement intéressées par le projet :

Au sein du Centre hospitalier Saint-Jacques, les usagers ont été consultés sur le projet à travers leurs représentants, dans le cadre institutionnel du CVS (Conseil de la Vie Sociale). Il en a été de même des professionnels en CTE (Comité Technique d'Etablissement), CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail), en CSIRMT (Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et MédicoTechniques) et en CME (Commission Médicale d'Etablissement). Enfin, le Conseil de Surveillance de l'établissement, composé réglementairement d'élus, de personnes qualifiées et de représentants du personnel, et présidé par le Maire de la Ville des Andelys, s'est prononcé sur le projet. Les observations de ces différentes instances ont été prises en compte lors des différentes étapes de l'élaboration de ce projet.

Par rapport à la population générale, ce projet n'implique pas d'évolution de la capacité actuelle de l'établissement, ni de ses missions. A l'inverse, il prévoit la réhabilitation, par une construction de qualité, esthétique, et entourée d'espaces verts, d'une friche industrielle composée d'une vaste dalle béton et de bâtiments industriels très dégradés, inoccupée depuis plusieurs années.

Concernant l'étude comparative avec le site actuel :

Les locaux actuels ne sont plus adaptés à l'hébergement de personnes âgées dépendantes, car ils ne correspondent plus aux normes de confort et de sécurité en vigueur. L'établissement propose seulement 22 % des lits de Soins de Suite et Réadaptation et d'EHPAD en chambre individuelle ; il compte 50 chambres doubles et 12 chambres triples. Les chambres n'ont pas de salle de bain individuelle avec douche. Les unités comportent une seule salle de bains collective par niveau (soit une installation de douche pour 30 résidents dans le bâtiment Penthievre, sur 3 niveaux).

Les locaux collectifs sont également en nombre insuffisant : l'unique salle à manger en rez-de-chaussée de Penthievre, nécessite des déplacements importants des 90 résidents, dont les chambres sont localisées sur trois niveaux, et très chronophages pour le personnel.

Les étages des différents services ne disposent pas suffisamment de salles de vie commune pour les patients et les résidents, ni de bureaux et de locaux techniques pour les professionnels. Le manque d'espace ne permet pas de créer des unités de vie protégée (espaces sécurisés et adaptés aux personnes ayant des troubles Alzheimer ou apparentés). Aussi, les résidents ayant des troubles cognitifs, parfois sévères, partagent les mêmes espaces de vie que d'autres personnes âgées, ce qui entraîne régulièrement des difficultés de cohabitation. Les agents, eux, n'ont pas de salle de pause, pourtant réglementaire.

Deux études de faisabilité ont été menées, en 2013-2014 et en 2016, par deux sociétés différentes (Architecte programmiste FRANZON et Assistant à Maîtrise d'Ouvrage SOCOFIT). Elles ont mis en exergue les contraintes propres au site, en longueur, resserré entre la route au pied de la falaise et la Seine, et en partie situé en zone inondable (notamment sur l'actuel emplacement du parking et de l'ancien cimetière).

Une construction supplémentaire, indispensable pour créer les chambres individuelles réclamées par les résidents et leurs familles, et les espaces collectifs nécessaires pour leur bien-être et le confort du personnel, entraînerait une densification très importante du site, créant des difficultés supplémentaires, aussi bien pour circuler (d'autant que la route longeant la Seine est ouverte aux promeneurs, et fera partie du circuit Seine à vélo) que pour se garer.

En outre, le réaménagement du Bâtiment Penthievre ne permettrait pas la création de services optimisés : 3 niveaux de 15 à 19 lits maximum, avec peu de locaux collectifs, des circulations très étendues, et le maintien d'une salle à manger et d'un salon uniques au rez-de-chaussée. Cette disposition ne favorise ni les déplacements, ni la sécurité des résidents, ni les conditions de travail du personnel.

De même, le potentiel du site ne permet pas de libérer les espaces suffisants pour la création d'unités de vie protégée, avec leur jardin sécurisé.

Toutes ces contraintes, renforcées par le classement aux monuments historiques d'une partie des bâtiments, et du site naturel lui-même, ont conduit à élaborer le projet d'une construction neuve, dans un autre quartier des Andelys.

Le diagnostic archéologique a été mené par la Mission Archéologique Départementale de l'Eure, dans le respect de la mission qui lui a été confiée (références : arrêté de la Préfète de la Région Normandie n°28-2018-474 du 17 juillet 2018, prescrivant l'opération d'archéologie préventive, et arrêté de la Préfète de la Région Normandie n°28-2019-212 du 1<sup>er</sup> avril 2019, notifiant l'attribution de l'opération à la MADE). Les résultats du diagnostic ne font pas apparaître de traces de présence humaine antérieures à la période récente.

La MADE indique que la première tranchée a été effectuée à une profondeur de 4,5 m.

Par ailleurs, elle précise que les recherches menées dans le cadre du diagnostic, à une profondeur de moins de 2 mètres, tiennent compte du projet d'aménagement. En l'occurrence, ce projet ne prévoit pas de sous-sol, mais uniquement quelques galeries logistiques. Ainsi, le diagnostic a été opéré de manière à ne pas déstabiliser le terrain.

### **3°) Mail n°1 du 5 février 2020 – M. Stéphane Malbrant :**

La distance à pied de ce nouveau site à la Place Nicolas Poussin, située au centre ville des Andelys, est identique en kilomètres à la distance actuelle du Centre hospitalier Saint-Jacques, rue de Penthievre, à la Place Nicolas Poussin.

En accord avec le Maire des Andelys, Monsieur Duché, un cheminement sera aménagé afin de faciliter la circulation pédestre. En outre, le site est desservi par la ligne 8 du bus SN'go. La localisation précise du nouvel arrêt de bus, les horaires et la périodicité seront retravaillés avec Seine Normandie Agglomération, avant l'ouverture du nouvel établissement.

Par ailleurs, la question de la prise en charge financière n'est pas de la compétence du Centre hospitalier Saint-Jacques.

Concernant le pont, celui-ci n'est pas la propriété de l'aménageur. Toutefois, une étude de charge sera menée par la Ville des Andelys, et, en fonction des résultats de l'étude, des actions seront décidées.

L'intitulé du dossier aurait effectivement pu être reformulé. Il s'agit de la Construction du Nouvel hôpital Saint-Jacques.

### **4°) Mail n°2 du 9 février 2020 – Mme Lucette Henneau :**

Sur les titres de propriété : avant d'être achetés par le Centre hospitalier Saint-Jacques, les terrains concernés ont été acquis par l'Etablissement Public Foncier de Normandie, dans le cadre d'une convention signée le 7 mars 2018, convention relative à la constitution d'une réserve foncière par l'EPF Normandie et à sa revente au Centre hospitalier Saint-Jacques. La signature de cette convention a sécurisé juridiquement l'acquisition des terrains, tout en permettant au Centre hospitalier de bénéficier, financièrement et techniquement, de l'expertise de l'EPFN pour les activités de démolition et de dépollution des terrains.

En ce qui concerne l'enquête dite « d'utilité publique », les éléments de réponse sont apportés ci-dessus au point n°2.



Concernant l'étude comparative avec les bâtiments actuels, les éléments de réponse sont apportés ci-dessus au point n°2.

**5°) Mail n°3 du 9 février 2020 – thepandaren@gmail.com :**

En ce qui concerne une éventuelle enquête préalable, les éléments de réponse sont apportés ci-dessus au point n°2.

Concernant la qualité environnementale, les promenades et les espaces qui seront proposés sur le futur site sont détaillés au point n°1.

Il est à noter que, dans l'établissement actuel, les patients et résidents ne disposent pas de sentiers de promenade, en raison de la forte déclivité du terrain et de la proximité de la Seine. Les résidents ayant des troubles cognitifs sont dans l'impossibilité de sortir de leur service, sans un accompagnement individuel, très difficile à mettre en place par manque de personnel.

Enfin, le chemin longeant la Seine appartient à la commune des Andelys et est utilisé par tous : familles, randonneurs, cyclistes, automobiles, ce qui ne favorise ni le cheminement de patients et résidents peu autonomes, souvent en fauteuils roulants, ni leur sécurité. Cette situation sera accentuée par le projet de Seine à vélo, qui empruntera ce cheminement.

**6°) Mail n°4 du 12 février 2020 – Cris Hurzan – chris27209@gmail.com :**

L'étude hydraulique portant sur le risque inondation a été menée dans le respect de la réglementation, et a répondu aux demandes des services de la Préfecture, en particulier la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

Cette étude constitue l'annexe 6 du dossier LEMA. Elle a été réalisée par un bureau d'études spécialisé : OTEIS, Agence d'Aix en Provence. L'étude hydraulique porte sur le ruisseau de Paix, avec modélisation d'un événement décennal et centennal.

Elle porte également sur le bassin versant amont. Un ouvrage enterré est prévu, dont les dimensions sont détaillées page 38, qui permettra de collecter les eaux de ce bassin versant amont et de les acheminer vers le ruisseau de Paix.

**7°) Mail n°5 du 12 février 2020 – Alnie Bouquet – alnbouquet2776@gmail.com :**

Le devenir de l'actuel site du Centre hospitalier Saint-Jacques fait l'objet d'un appel à projet très ouvert en cours de publication. Aucune orientation n'est encore décidée.

**OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :**

**1°) Capacités de stationnement :**

Le parking prévu au projet prévoit :

- pour les visiteurs : 19 places (dont 2 PMR) et 1 dépose-minute
- pour le personnel : 61 places
- pour les véhicules de service : 19 places.

Cette capacité est adaptée aux besoins. En effet, les professionnels travaillent en horaires décalés, 24h/24, et ne sont donc pas tous présents en même temps.

En outre, la comparaison avec le site actuel est à relativiser, car le parking du Centre hospitalier Saint-Jacques, n'étant pas clôturé, est régulièrement occupé par les randonneurs et promeneurs du voisinage, de même que les bords de Seine.

## **2°) Nuisances potentielles des entreprises situées à proximité :**

L'unique entreprise voisine du site est la société Europhane, spécialisée dans la fabrication d'éclairages publics. Cette activité consiste en la production d'équipements électriques, principalement de l'assemblage. Classée ICPE, elle est soumise par arrêté préfectoral au respect des normes de bruit suivantes, régulièrement contrôlées : de 7h à 22h, maximum de 60 décibels, et de 22h à 7h, maximum de 50 décibels. Ces niveaux sont très compatibles avec le confort des patients et résidents accueillis dans l'établissement.

Par ailleurs, la société Europhane possède une station d'épuration, permettant le contrôle des rejets, et ne produit pas d'émanations. Elle procède à la revalorisation énergétique de ses déchets.

Elle est certifiée ISO 14 0001.

Le futur bâtiment est implanté de manière à ce que le secteur logistique soit le plus proche de l'Entreprise Europhane. Les chambres et espaces de vie des patients et résidents sont orientés vers les espaces verts et en retrait par rapport à la route départementale.

Les autres entreprises sont implantées dans la ZAC de la Marguerite, à une distance d'au moins 1 km. Il s'agit d'entreprises et professionnels variés : carrosserie automobile, camions à déchets, déchetterie, matériel de nettoyage industriel, apiculteur, paysagiste, brocanteur, la caserne du Service Départemental d'Incendie et de Secours, des associations artistiques et humanitaires, un ESAT (travailleurs en situation de handicap, ayant des activités de conditionnement alimentaire, colisage, câblage, entretien d'espaces verts, nettoyage de locaux).

Ces entreprises sont éloignées des terrains choisis pour le projet. La gêne identifiée concerne surtout le passage de véhicules générés par ces activités, sur la route départementale qui longe le site.

Le quartier est aussi une zone d'habitat mixte, composée de maisons individuelles et de petits immeubles d'habitat collectif, de jardins ouvriers, d'espaces verts, de champs.

Après consultation des services de la Ville des Andelys, ceux-ci n'ont enregistré aucune réclamation portant sur d'éventuelles nuisances générées par l'entreprise Europhane ou celles de la Z.A.C. de la Marguerite, de la part des habitants résidant dans les pavillons situés en face de cette entreprise, ou dans le petit immeuble collectif localisé à proximité.

Concernant le bruit produit par la circulation sur la route départementale, cette donnée a été prise en compte dans le projet. Les façades du bâtiment sont positionnées en retrait, à une distance de 60 mètres de la route (la norme fixe un minimum de 30 mètres) : (annexe 1 : extrait du DCE, page 11 de la Notice acoustique).

## **3°) Mesures compensatoires – Aspect qualitatif du rejet :**

Les mesures prévues sont :

• Durant le chantier :

- o Etancher les zones de stockage (déchets, produits potentiellement polluants) et récupérer les eaux de ruissellement et autres effluents polluants. Prévoir des systèmes de rétention et de décantation pour leur traitement (huiles de décoffrage, eaux de lavage des centrales à béton, adjuvants de béton, eaux de ruissellement polluées, etc.).
- o Des bacs de rétention seront mis en place pour le stockage de liquides polluants.
- o Un bac de décantation et un déshuileur pour l'aire de lavage des engins sera installé.

• Pour l'exploitation du bâtiment :

- o Séparateur à graisse pour les effluents de la cuisine
- o Séparateur à hydrocarbures pour l'aire de dépotage de la cuve à fioul
- o Collecte de eaux de voiries via des noues (favorisant la filtration et la phytoremédiation)
- o Projet très riche en plantations.

**4°) Etude géotechnique ABROTEC Normandie :**

Une étude complémentaire, dite G1 phases ES et PGC, et G2 phase AVP, a été conduite par la société SEMOFI, en septembre 2018. Celle-ci avait pour objectifs notamment :

- préciser et actualiser le contexte géotechnique, le modèle géologique et les principales caractéristiques géotechniques des couches de sol,
- affiner, en fonction de l'ouvrage projeté, les risques géotechniques et proposer des mesures adaptées.

Le plan ci-contre (annexe 2) permet de visualiser les points étudiés, qui se répartissent sur l'ensemble du terrain du projet.

Les résultats de cette étude ont été pris en compte dans le projet d'aménagement, et communiqués au Bureau de contrôle SOCOTEC, en charge du projet.

**5°) Résultats des fouilles archéologiques :**

Le procès-verbal de fin de phase terrain est annexé (annexe 3) au présent document. Aucun indice de présence humaine antérieure aux occupations très récentes n'a été relevé par la Mission Archéologique Départementale de l'Eure, en charge des opérations.

\*\*\*\*\*

Aux Andelys, le 3 mars 2020



La Directrice,

M. Cardaliaguet  
M. CARDALIAGUET

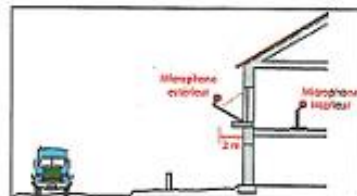
### 3. Objectifs acoustiques

#### 3.1. Isolement vis-à-vis de l'extérieur

##### 3.1.1. Principe

La valeur de l'isolement acoustique standardisé pondéré vis-à-vis des bruits des infrastructures terrestres,  $D_{nT,A,r}$  en dB, des locaux de réception du projet, est définie aux articles 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté du 30 mai 1996 modifié par l'arrêté du 23 juillet 2013 relatif au classement sonore des infrastructures de transports terrestres.

Pour tous les locaux, la durée de réverbération de référence  $T_0$  au sens de la norme NF S 31-057 sera de 0,5 seconde, sauf exceptions signalées.



Les objectifs d'isolement vis-à-vis de l'extérieur dépendent :

- de la catégorie des voies classées ;
- de la distance entre la façade du bâtiment et le bord extérieur de la chaussée la plus proche;
- de l'orientation de la façade considérée par rapport à l'infrastructure (effet de masque).

##### 3.1.2. Identification des infrastructures

La voie de la route de Paix (D1) de catégorie 4 d'infrastructure routière est répertoriée dans l'environnement du projet. Celle-ci n'impacte pas les façades elle est située à plus de 30 mètre de l'établissement.

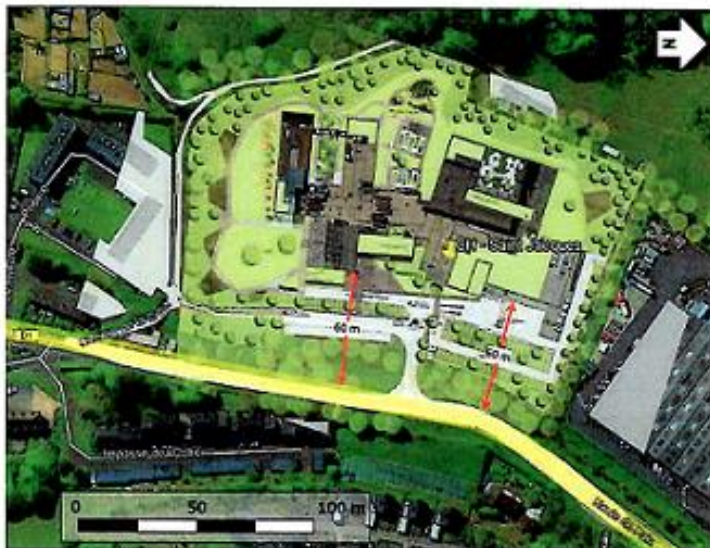
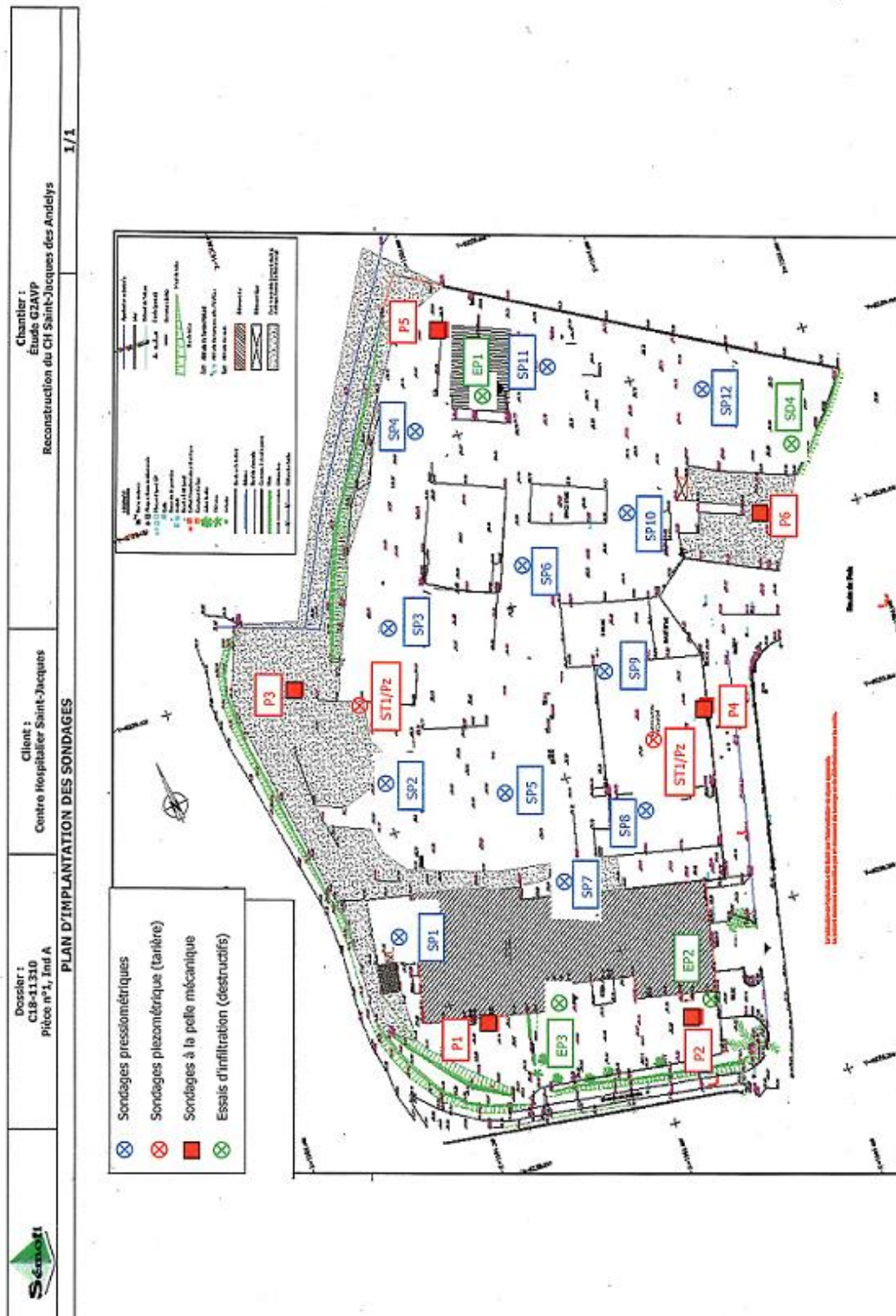


Figure 2 : Voie classée catégorie 4 (D1 : Jaune) dans l'environnement du projet

Le projet n'est pas situé dans une zone de servitude d'aéroport.  
De plus, l'aire de livraison du projet ne donne pas sur des chambres.

L'objectif d'isolement des façades est donc de  $D_{nT,A,r} \geq 30$  dB.







ANNEXE 3

Procès-verbal de fin de phase terrain

1/2



MISSION ARCHEOLOGIQUE DEPARTEMENTALE  
DE L'EURE

OPERATION MADE n° 231

PROCES-VERBAL DE FIN D'INTERVENTION  
SUITE A UNE OPERATION  
D'ARCHEOLOGIQUE PREVENTIVE

DATE : 05/02/2020

Commune : Les Andelys

Arrêté de prescription : 28-2018-474

Adresse et/ou Lieu-dit : route de Paix

Références cadastrales : AN 205, 208, 209, 218,  
219 et ZD 151, 152, 162

Aménageur : Centre hospitalier Saint Jacques

Surface : 26 977 m<sup>2</sup>

Propriétaire (si différent aménageur) :

Opération :

Diagnostic ☒

Fouille ☐

Date de début de la phase terrain : 27/01/2020

Date de fin phase terrain (rebouchage inclus) : 04/02/2020

ETAT DES LIEUX EN FIN D'OPERATION

Avis AMENAGEUR	Avis MISSION ARCHEOLOGIQUE
<input type="checkbox"/> Rebouchage non effectué <input checked="" type="checkbox"/> Rebouchage satisfaisant <input type="checkbox"/> Rebouchage insatisfaisant (préciser ci-dessous) <input type="checkbox"/> autre remarque (préciser ci-dessous)  Remarque (s) :	<input type="checkbox"/> Rebouchage non effectué <input type="checkbox"/> Rebouchage satisfaisant <input type="checkbox"/> Rebouchage insatisfaisant (préciser ci-dessous) <input type="checkbox"/> autre remarque (préciser ci-dessous)  Remarque (s) :

Monsieur ou Madame (prénom, nom) : Marianne CARDALIAGUET, Directrice

Représentant l'aménageur (nom) : Centre Hospitalier Saint-Jacques les Ardelys

Renonce à engager la responsabilité du Département de l'Eure devant la juridiction compétente en raison de la réalisation des opérations décrites ci-dessus sur le terrain concerné par l'intervention prescrite, référencée comme suit :


Arrêté de prescription n°28-2018-474

Opération MADE n° 231

En conséquence, ceci vaut renonciation à toute réclamation et à toute action relative aux opérations faisant l'objet du présent procès-verbal.

Ce procès-verbal a été établi en deux exemplaires, contradictoirement, et accepté par les parties,

Le 05/02/2020

<p>Pour l'aménageur, <u>Lu et approuvé</u></p> <p>Nom, prénom : <u>CARDALIAGUET Marianne</u></p> <p>Qualité : <u>Directrice</u></p> <p> La Directrice, <u>M. Cardaliaguet</u> M. CARDALIAGUET</p> <p>Signature précédée de la mention "lu et approuvé"</p>	<p>Pour la Mission archéologique départementale de l'Eure,</p> <p>Nom, prénom :</p> <p>Qualité : Archéologue, responsable d'opération</p> <p>Signature :</p> <hr/> <p>Pour le Président du conseil général de l'Eure, par délégation,</p> <p>le Responsable de la Mission archéologique départementale de l'Eure,</p> <p>Olivier BRUN</p> <p>Signature précédée de la mention "lu et approuvé" :</p>
---	--



CENTRE HOSPITALIER  
SAINT-JACQUES  
LES ANDELYS

Les Andelys, le 03 mars 2020

Monsieur Bernard POQUET  
Commissaire enquêteur

Nos Réf : NHSJ/MC/AB/03032020/006

Objet : Enquête LEMA – réponses aux observations

Lettre recommandée avec accusé de réception

N°1A 184 202 7096 5

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Dans le cadre de l'Enquête publique pour l'opération de construction du Nouvel hôpital Saint-Jacques, je vous prie de trouver ci-joint, en deux originaux dûment signés, le document de réponse aux observations réceptionnées.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous souhaiteriez,

Et vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire enquêteur, l'expression de mes salutations les meilleures.

La Directrice,



*M. Cardaliaguet*

M. CARDALIAGUET